

Institut
de la statistique

Québec 

RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS

État et évolution comparés

2002

COLLECTION
le travail et la
rémunération

Faits saillants



COMPARAISON DE L'ISQ ET MARCHÉ DU TRAVAIL

- ❑ Le rapport *Rémunération des salariés : état et évolution comparés* de l'ISQ porte sur la comparaison de la rémunération globale des salariés syndiqués de l'administration québécoise avec celle des autres salariés du marché du travail québécois.
- ❑ L'administration québécoise comprend les employés de la fonction publique ainsi que ceux des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.
- ❑ Les autres salariés québécois sont employés dans les secteurs privé et « autre public ». Ce dernier comprend les entreprises à caractère public des trois paliers de gouvernement au Québec, les universités ainsi que les administrations fédérale et municipale. Des résultats détaillés sont fournis pour chacune des composantes de ce secteur, sauf pour l'administration municipale¹.
- ❑ Les autres salariés québécois peuvent être syndiqués ou non syndiqués. La comparaison est également effectuée selon le facteur de la syndicalisation.
- ❑ Les résultats de la rémunération globale sont obtenus selon la méthode des déboursés qui considère les coûts de l'employeur pour une année donnée. La rémunération globale comprend trois composantes principales : les salaires, les avantages sociaux et les heures de présence au travail (les heures régulières moins les heures chômées payées). La rémunération variable n'est pas comprise dans le calcul de la rémunération globale.
- ❑ La comparaison est effectuée à partir des salaires de 2002 et porte sur les établissements de 200 employés et plus. Dans le cas des municipalités, elle considère celles de 25 000 habitants et plus qui comptent généralement 200 employés et plus.
- ❑ L'examen de 60 emplois repères répartis dans cinq catégories d'emplois permet de prendre en compte près d'un salarié de l'administration québécoise sur cinq. Une part importante des autres salariés de l'administration québécoise occupent des emplois n'ayant pas de point de comparaison directe sur le marché du travail québécois, comme les infirmières et les enseignants.

1. En raison de la réorganisation municipale, l'Institut n'a pas été en mesure de colliger les données de ce secteur cette année. Pour préserver la comparaison de l'administration québécoise avec les autres salariés québécois, l'ISQ a effectué une mise à jour des données de l'administration municipale recueillies en 2001 dans le cadre de l'ERG.

Marché du travail au Québec et grands secteurs de comparaison

Administration québécoise

- Fonction publique
 - Ministères
 - Organismes gouvernementaux³
 - Fonds spéciaux
- Éducation
 - Commissions scolaires
 - Cégeps
- Santé et services sociaux
 - Régies régionales de la santé et des services sociaux
 - Centres hospitaliers
 - Centres d'hébergement (CHSLD)
 - Centres de réadaptation
 - Centres locaux de services communautaires
 - Centres de protection de l'enfance et de la jeunesse

Autres salariés québécois (ASQ)¹

Secteur privé²

- Mines
- Manufacturier
- Transport et entreposage
- Communications
- Commerce de gros et de détail
- Finance, assurances et immobilier
- Services aux entreprises
- Hébergement et restauration
- Autres services

Secteur « autre public »

- Entreprises provinciales (sociétés d'État et autres)
- Administration fédérale au Québec
- Entreprises fédérales au Québec
- Universités
- Administrations municipales
- Entreprises locales

1. Pour la comparaison, la rémunération des autres salariés québécois et celle du secteur privé sont également analysées selon que les salariés sont syndiqués ou non.
 2. Sont exclus : l'agriculture et les services relatifs à l'agriculture, l'exploitation forestière et les services forestiers, la pêche et le piégeage ainsi que la construction.
 3. Ne comprend pas les organismes gouvernementaux à caractère industriel et commercial.

ÉCARTS SALARIAUX ET DE RÉMUNÉRATION GLOBALE

RETARD DE L'ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE FACE À PRESQUE TOUS LES SECTEURS

POUR LE SALAIRE...



- ❑ Le salaire des employés de l'administration québécoise est en retard de 9,7 % par rapport à celui de l'ensemble des autres salariés québécois et de 9,5 % face aux salariés du secteur privé.
- ❑ L'administration québécoise affiche un retard salarial face à tous les secteurs de comparaison à l'exception du secteur privé non syndiqué où la parité des deux secteurs est observée.
- ❑ Les retards les plus importants sont constatés par rapport aux entreprises publiques (- 16,9 %) et aux salariés syndiqués du secteur privé (- 14,1 %).

COMME POUR LA RÉMUNÉRATION GLOBALE

- ❑ L'administration québécoise affiche un retard de 7,8 % face à l'ensemble des autres salariés québécois pour la rémunération globale. Un retard est également noté par rapport au secteur « autre public » et à ses composantes, alors que la parité est observée avec le secteur privé.
- ❑ Les employés de l'administration québécoise sont en retard face aux syndiqués de l'ensemble du marché du travail (- 12,6 %); c'est aussi le cas vis-à-vis des syndiqués du secteur privé (- 13,5 %).
- ❑ Par contre, ils sont à parité avec les non-syndiqués (autres salariés québécois et secteur privé).

Comparaison de la rémunération, administration québécoise par rapport aux secteurs du marché du travail (écarts en %)

	Salaire	Rémunération globale
Autres salariés québécois	- 9,7	- 7,8
Autres salariés québécois syndiqués	- 11,4	- 12,6
Autres salariés québécois non syndiqués	- 5,1	=
Privé	- 9,5	=
Privé syndiqué	- 14,1	- 13,5
Privé non syndiqué	=	=
« Autre public »	- 11,0	- 13,9
« Entreprises publiques »	- 16,9	- 16,4
Universitaire	- 3,0	- 9,2
Administration fédérale	- 8,0	- 6,5

-  Rémunération équivalente (administration québécoise et secteur)
-  Rémunération moins élevée dans l'administration québécoise

COMPARAISON SELON LES EMPLOIS ET LES CATÉGORIES

RETARD DE L'ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE POUR LA MAJORITÉ DES EMPLOIS

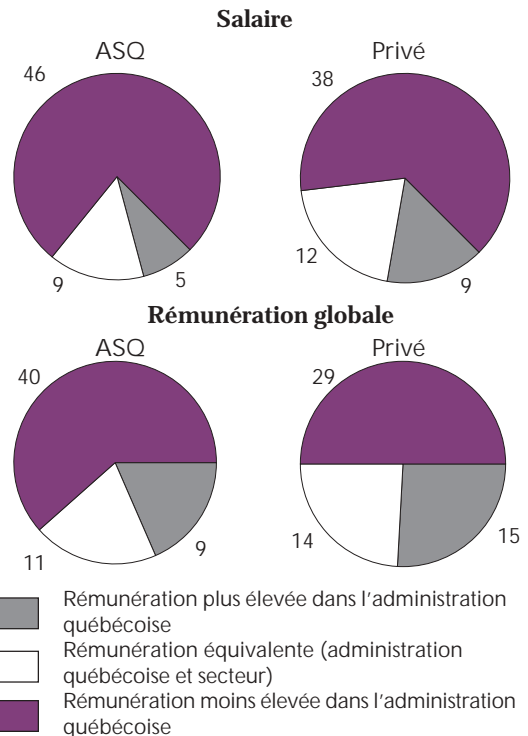
- ❑ Plus des trois quarts des emplois et des effectifs affichent un retard salarial de l'administration québécoise face aux autres salariés québécois.
- ❑ L'administration québécoise accuse un retard salarial vis-à-vis du secteur privé pour près des deux tiers des emplois et des effectifs.
- ❑ Pour ce qui est de la rémunération globale, plus de 60 % des emplois et des effectifs montrent un retard de l'administration québécoise face à l'ensemble des autres salariés québécois.
- ❑ L'administration québécoise accuse un retard de la rémunération globale vis-à-vis du secteur privé pour la moitié des emplois et 54 % des effectifs.

Comparaison de la rémunération selon les catégories d'emplois (écarts en %)

	ASQ		Privé	
	Salaire	Rémun. globale	Salaire	Rémun. globale
Professionnels	- 4,9	=	- 5,8	2,9
Techniciens	- 8,7	- 5,0	- 7,0	=
Employés de bureau	- 14,1	- 13,7	- 14,6	- 10,1
Employés de service	=	=	=	=
Ouvriers	- 32,3	- 31,4	- 38,3	- 33,4

- Rémunération plus élevée dans l'administration québécoise
- Rémunération équivalente (administration québécoise et secteur)
- Rémunération moins élevée dans l'administration québécoise

Répartition des emplois selon le statut de comparaison (nombre d'emplois)



CATÉGORIES D'EMPLOIS : BEAUCOUP DE RETARDS

- ❑ Les employés de bureau et les ouvriers affichent un retard de l'administration québécoise par rapport aux autres salariés québécois et à ceux du secteur privé, tant pour le salaire que pour la rémunération globale.
- ❑ Les employés de service montrent la parité de l'administration québécoise avec chacun des deux secteurs.
- ❑ Les techniciens sont en retard face aux autres salariés québécois sur le plan de la rémunération globale et par rapport aux deux secteurs en ce qui concerne les salaires.
- ❑ Chez les professionnels, l'administration québécoise est en retard sur le plan salarial face aux deux secteurs. Pour la rémunération globale, la parité avec les autres salariés québécois et une avance vis-à-vis du secteur privé sont notées.

ÉCHELLES SALARIALES

MAXIMUMS NORMAUX DE L'ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE GÉNÉRALEMENT EN RETARD

- Les maximums normaux des échelles salariales de l'administration québécoise sont moins élevés que ceux de l'ensemble des autres salariés québécois et du secteur privé pour les trois catégories d'emplois considérées; cela révèle un potentiel salarial inférieur.
- Les maximums normaux de l'administration québécoise sont en retard vis-à-vis de tous les secteurs chez les techniciens et les employés de bureau. Pour ce qui est des professionnels, la parité est notée avec les secteurs universitaire et privé syndiqué, alors qu'une légère avance est constatée par rapport à l'administration fédérale.
- De façon générale, les salariés de l'administration québécoise occupent une position plus avancée dans leur échelle salariale. C'est pourquoi l'administration québécoise affiche souvent une meilleure situation dans la comparaison des salaires que dans celle des maximums normaux.
- Près de 40 % des techniciens et 50 % des professionnels et des employés de bureau du secteur privé rémunérés selon une échelle salariale bénéficient d'un maximum au mérite. Les salariés des administrations québécoise et fédérale ainsi que ceux du secteur universitaire ne bénéficient pas de maximums au mérite.

Comparaison des échelles salariales




	Administration québécoise		Autres salariés québécois			Secteur privé		
	Maximum normal ¹	Position dans l'échelle	Maximum normal	Écart des maximums normaux	Position dans l'échelle	Maximum normal	Écart des maximums normaux	Position dans l'échelle
	\$	%	\$	%	%	\$	%	%
Professionnels	63 255	79,7	66 566	- 5,2	69,2	68 836	- 8,8	64,5
Techniciens	44 188	86,2	48 545	- 9,9	76,6	48 650	- 10,1	74,1
Employés de bureau	31 377	96,5	37 095	- 18,2	84,1	38 098	- 21,5	77,3

1. Les maximums normaux correspondent à la moyenne de ceux de l'ensemble des emplois utilisables dans le cadre de la comparaison de l'administration québécoise et des autres salariés québécois.

AVANTAGES SOCIAUX ET HEURES DE TRAVAIL

Déboursés pour les principaux regroupements d'avantages sociaux et le temps chômé payé (en % du salaire)

	Régime de retraite	Assurances	Temps chômé payé	Total des déboursés
Administration québécoise	4,0	2,6	15,4	34,4
Autres salariés québécois	4,2	4,0	14,0	33,3
Autres salariés québécois syndiqués	5,6	4,1	15,0	36,3
Autres salariés québécois non syndiqués	3,5	4,4	13,6	32,8
Privé	4,1	4,1	13,7	33,1
Privé syndiqué	5,1	4,2	14,4	35,2
Privé non syndiqué	3,4	4,4	13,6	32,8
« Autre public »	5,3	4,2	16,0	37,0
« Entreprises publiques »	0,9	4,5	16,2	33,1
Universitaire	4,8	4,7	16,6	37,5
Administration fédérale	12,2	3,0	14,3	40,6

-  Déboursés plus élevés dans l'administration québécoise
-  Déboursés équivalents (administration québécoise et secteur)
-  Déboursés moins élevés dans l'administration québécoise

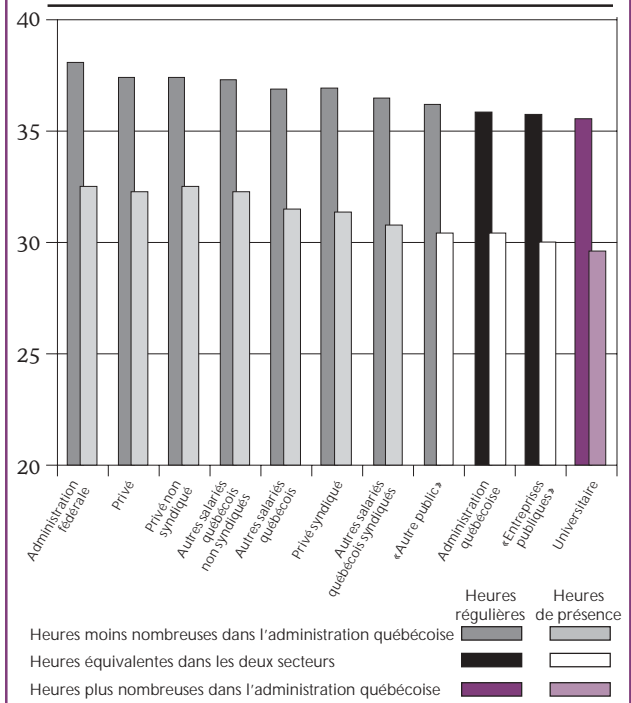
SEMAINE DE TRAVAIL DE L'ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE PLUS COURTE QUE CELLE DE L'ENSEMBLE DES AUTRES SALARIÉS QUÉBÉCOIS

- Les salariés de l'administration québécoise ont une semaine régulière de travail plus courte que celle des employés de l'administration fédérale ainsi que du secteur privé tant syndiqué que non syndiqué. La situation est la même pour les heures de présence au travail.
- C'est dans l'administration fédérale que les heures sont les plus nombreuses, alors que le secteur universitaire présente le nombre d'heures le moins élevé.
- La semaine régulière de travail de l'administration québécoise est semblable à celle du secteur « entreprises publiques ». Une similarité est aussi notée avec ce secteur et avec le regroupement « autre public » pour ce qui est des heures de présence au travail.

COÛTS TOTAUX SUPÉRIEURS À CEUX DE L'ENSEMBLE DES AUTRES SALARIÉS QUÉBÉCOIS

- Le total des coûts des avantages sociaux et du temps chômé payé de l'administration québécoise (34,4 % du salaire) est supérieur à celui du secteur privé, mais inférieur à ceux des composantes du secteur « autre public », à l'exception du secteur « entreprises publiques » qui affiche des coûts similaires.
- Le coût des régimes de retraite de l'administration québécoise est semblable à ceux de l'ensemble des autres salariés québécois ainsi que des secteurs privé et « autre public ».
- Pour l'ensemble des régimes d'assurance, l'administration québécoise dépense moins que tous les secteurs comparés.
- Le temps chômé payé coûte plus cher dans l'administration québécoise que chez les autres salariés québécois. Le même constat est fait dans la comparaison avec le secteur privé. Les coûts sont toutefois inférieurs à ceux du secteur « autre public ».

Heures hebdomadaires de travail



ÉVOLUTION DE LA COMPARAISON

SITUATION DE L'ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE STABLE FACE À L'ENSEMBLE DES AUTRES SALARIÉS QUÉBÉCOIS

- La situation de l'administration québécoise est demeurée stable entre 2001 et 2002 face à l'ensemble des autres salariés québécois. Ce constat est valable tant pour le salaire que pour la rémunération globale.
- Sur le plan salarial, la situation comparative de l'administration québécoise vis-à-vis du secteur privé est demeurée stable. Par contre, face aux autres secteurs, la comparaison montre un affaiblissement de la situation comparative de l'administration québécoise. Les différences vont de 2,1 à 7,1 points de pourcentage.
- La comparaison des écarts de rémunération globale révèle un affaiblissement de la situation comparative de l'administration québécoise par rapport à 4 des 5 secteurs analysés. Les différences vont de 3,3 à 6,6 points de pourcentage.
- Sur le plan du salaire comme pour la rémunération globale, la variation de la structure d'effectifs de l'administration québécoise a eu de légers effets positifs sur les écarts face à l'ensemble des autres salariés québécois et au secteur « entreprises publiques ». Elle a également eu un effet positif dans la comparaison salariale avec le secteur privé.

Comparaison des écarts de rémunération de 2002 et 2001, administration québécoise par rapport aux secteurs du marché du travail (en points de %)

	Secteurs				
	ASQ	Privé	Universitaire	« Entreprises publiques »	Administration fédérale
Salaire					
Écart 2002 - écart 2001	- 2,0	- 1,5	- 2,0	- 6,2	- 6,9
Effet structure ¹	0,1	0,2	0,1*	0,1	0,2*
Écart rém. 2002 - écart rém. 2001²	- 2,1	- 1,7	- 2,1	- 6,3	- 7,1
Rémunération globale					
Écart 2002 - écart 2001	- 2,5	- 3,2	- 5,8	- 3,5	- 6,4
Effet structure ¹	0,1	0,1*	0,1*	0,2	0,2*
Écart rém. 2002 - écart rém. 2001²	- 2,6	- 3,3	- 5,9	- 3,7	- 6,6

□ Stabilité de la situation comparative de l'administration québécoise

■ Affaiblissement de la situation comparative de l'administration québécoise

* Effet non significatif

1. Effet de la variation de la structure d'effectifs de l'administration québécoise entre 2001 et 2002.

2. Composante principale de la différence des écarts; traduit l'évolution de la rémunération de l'administration québécoise comparativement à celle du marché entre 2001 et 2002.

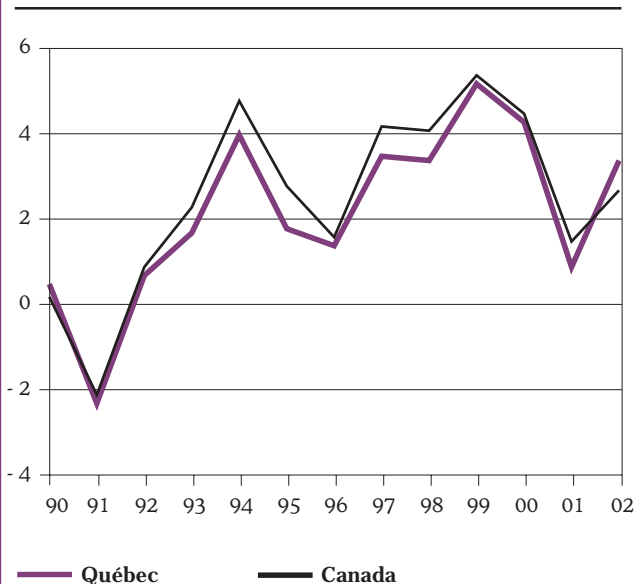
ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

- ❑ Au premier semestre de 2002, le produit intérieur brut (PIB) réel du Québec augmente de 3,4 %, un rythme nettement supérieur à celui de 2001 (0,9 %).
- ❑ L'accélération de l'économie en 2002 est principalement due aux investissements totaux (administrations publiques et entreprises) qui augmentent de 6,5 % après avoir diminué de 2 % en 2001.
- ❑ Les analystes s'attendent à un léger ralentissement de l'économie l'an prochain en raison, entre autres, de la faiblesse de l'économie mondiale, notamment celle des États-Unis.

LA CONSTRUCTION RÉSIDENIELLE STIMULE LA CROISSANCE

- ❑ Responsables du ralentissement de l'économie du Québec en 2001, les investissements rebondissent en 2002 grâce surtout aux investissements des entreprises en construction résidentielle qui augmentent de 22,4 % au premier semestre. Les investissements des administrations publiques sont également en forte hausse (14,4 %). Selon les analystes, la croissance des investissements devrait se poursuivre l'an prochain.
- ❑ La consommation ralentit en 2001, augmentant de 2,6 % après des hausses de 3,2 % en 1999 et de 2,9 % en 2000. Elle se maintient en 2002 avec une croissance de 2,5 % au premier semestre. Pour l'an prochain, les analystes sont partagés quant à l'évolution des dépenses de consommation, leur croissance pouvant se faire au même rythme ou connaître une accélération.
- ❑ Faisant suite à cinq années de baisses, les dépenses publiques augmentent pour une cinquième année consécutive en 2002. Leur croissance serait plus forte l'an prochain.
- ❑ En 2001, le commerce extérieur ralentit brusquement : les exportations et les importations diminuent alors qu'elles étaient en croissance depuis près de dix ans. En 2002, elles diminuent de nouveau; toutefois, le commerce extérieur continue d'avoir un impact positif sur le PIB, la baisse des importations étant plus grande que celle des exportations.

Croissance du PIB réel¹, au Québec et au Canada, de 1990 à 2002² (en %)



1. Au prix du marché, base 1997.

2. Pour les six premiers mois en fonction de la période correspondante de l'année précédente.

Croissance réelle des principaux éléments du PIB¹, au Québec, en 2000, 2001, 2002 et prévisions pour 2002 et 2003 (en %)²

	2000	2001	2002	Prévisions
			Cumul 6 mois	
Consommation	2,9	2,6	2,5	2002 : 2,8 à 3,2 2003 : 2,8 à 3,4
Investissements privés et publics	8,0	- 2,0	6,5	2002 : 8,4 2003 : 5,7
Dépenses publiques courantes en biens et services	0,6	2,4	1,8	2002 : 1,8 à 2,8 2003 : 2,6 à 3,3
Exportations	8,6	- 2,6	- 2,3	..
Importations	8,0	- 4,6	- 3,8	..

1. Taux de croissance calculé par rapport à la même période de l'année précédente.

.. Données non disponibles.

TENDANCE À LA HAUSSE DE L'INFLATION ET DES TAUX D'INTÉRÊT

- ❑ L'augmentation de l'IPC montre une tendance à la hausse en 2002, passant de 1 % au deuxième trimestre de l'année à 2,3 % au troisième. Toutefois, pour les neuf premiers mois de 2002 (1,6 %), l'inflation est en baisse par rapport à 2001 (2,4 %).
- ❑ Bien que les taux d'intérêt à court terme soient à leur plus bas niveau en plus de 40 ans, la tendance est à la hausse en 2002. En effet, le taux des bons du Trésor à trois mois passe de 2,1 % au premier trimestre à 2,6 % au deuxième et à 2,9 % au troisième.
- ❑ Au cours de janvier 2002, le dollar canadien descend à un creux historique de 61,8 cents américains. Il remonte à 65,3 cents en juin. La tendance récente est à la baisse et le dollar se situe à 63,5 cents en septembre.

Indicateurs monétaires du Québec, en 2001 et 2002 et prévisions pour 2002 et 2003

	2001	2002			Prévisions
		T1	T2	T3	
IPC¹	2,4	1,4	1,0	2,3	2002 : 1,9 à 2,1 2003 : 2,5 à 3,2
Taux d'intérêt (en %, bons du Trésor à trois mois)	3,9	2,1	2,6	2,9	2002 : 2,6 à 3,4 2003 : 3,9 à 4,8
Taux de change (huard en cents américains)	64,6	62,7	64,3	64,0	2002 : 63,8 à 64,2 2003 : 64,6 à 68,4

1. Taux de croissance (en %) calculé par rapport à la même période de l'année précédente (1992 = 100).

- ❑ Selon les analystes, le taux d'inflation, les taux d'intérêt et le taux de change augmenteraient l'an prochain.

MARCHÉ DU TRAVAIL

CROISSANCE VIGOUREUSE DE L'EMPLOI

- ❑ L'emploi a connu une croissance vigoureuse en 2002 après le ralentissement observé en 2001. Pour les neuf premiers mois de l'année, le nombre d'emplois augmente de 108 900 (3,1 %), alors qu'au cours de la dernière année, il ne s'était créé que 36 800 emplois (1,1 %).
- ❑ La création d'emplois favorise davantage les femmes que les hommes. Les travailleurs âgés de 25 ans et plus bénéficient de plus des trois quarts des nouveaux emplois; les personnes âgées de 15 à 24 ans obtiennent 23 % des nouveaux emplois.
- ❑ Le taux de chômage est relativement stable, se maintenant sous la barre des 9 %. Il est de 8,4 % en 2000, son plus bas niveau depuis 1975, et de 8,7 % tant en 2001 que pour les trois premiers trimestres de 2002.
- ❑ Après avoir atteint un niveau historique en 2001 (58,1 %), le taux d'emploi continue sur sa lancée en 2002. Il enregistre un nouveau sommet, se fixant à 59,3 % pour les neuf premiers mois de 2002. Le taux d'activité atteint aussi un niveau record pour la même période, soit 65 % comparativement à 63,6 % en 2001.

Marché du travail au Québec, en 2000, 2001, 2002 et prévisions pour 2002 et 2003 (en %)

	2000	2001	2002	Prévisions
			Cumul 9 mois	
Emploi¹	2,4	1,1	3,1	2002 : 3,1 à 3,3 2003 : 1,0 à 2,5
Population active¹	1,4	1,4	3,2	..
Taux de chômage	8,4	8,7	8,7	2002 : 8,5 à 8,6 2003 : 7,9 à 8,2
Taux d'emploi	57,9	58,1	59,3	..
Taux d'activité	63,2	63,6	65,0	..

1. Taux de croissance calculé par rapport à la même période de l'année précédente.
.. Données non disponibles.

- ❑ Pour 2003, les analystes prévoient un ralentissement de la création d'emplois. Le taux de chômage serait toutefois à la baisse.

TENDANCES SALARIALES

GAIN DE POUVOIR D'ACHAT POUR TOUS LES SALARIÉS SYNDIQUÉS EN 2002

- Les hausses nominales de salaire sont similaires dans les différents secteurs étudiés en 2002.
- La croissance moyenne des échelles salariales pour l'ensemble des salariés syndiqués québécois indique un gain de pouvoir d'achat de 0,9 % en 2002.
- Tous les secteurs affichent des gains de pouvoir d'achat. Ces gains varient de 0,8 % dans le secteur universitaire à 1,2 % dans le secteur des entreprises publiques québécoises.

Croissance salariale en vigueur en 2002 pour les salariés syndiqués au Québec¹ (en %)

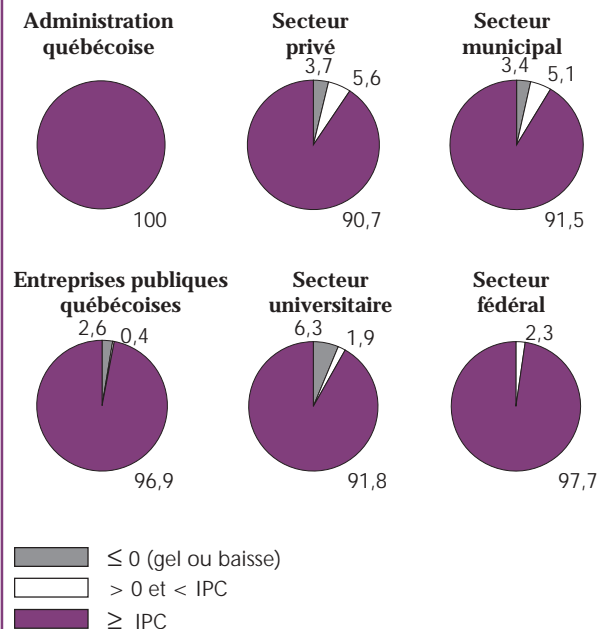
	Nominale	Réelle
Ensemble des salariés québécois syndiqués	2,5	0,9
Administration québécoise	2,5	0,9
Privé	2,5	0,9
Municipal²	2,6	1,0
Entreprises publiques québécoises	2,8	1,2
Universitaire	2,4	0,8
Fédéral²	2,6	1,0

1. Données préliminaires : trois premiers trimestres de 2002.
2. Les secteurs municipal et fédéral comprennent les administrations et les entreprises.

AUGMENTATIONS SALARIALES DES SYNDIQUÉS : LA PLUPART ÉGALES OU SUPÉRIEURES AU TAUX D'INFLATION

- Dans chacun des secteurs étudiés, plus de 90 % des salariés bénéficient d'augmentations salariales égales ou supérieures à l'IPC. Ces proportions sont nettement plus importantes que celles observées en 2001, alors que les chiffres variaient de 41 % dans les entreprises publiques québécoises à 99,8 % dans l'administration québécoise.
- Les gels ou baisses de salaire touchent peu de salariés en 2002, soit 1,5 % de l'ensemble. Cette proportion est similaire à celle observée en 2001 (1,7 %).

Distribution des salariés syndiqués au Québec selon la croissance salariale en vigueur en 2002¹ (en %)



1. Les données considérées sont celles incluses dans la banque de données au troisième trimestre de 2002 (données préliminaires).

ENTENTES DERNIÈREMENT SIGNÉES À LA BAISSÉ

- ❑ Les dernières ententes signées donnent une indication de l'évolution salariale à venir. Dans l'ensemble, les salariés couverts par des conventions collectives signées au cours des trois premiers trimestres de 2002 bénéficieront d'une augmentation annuelle moyenne de 1,4 % pour la durée de leur convention. Cette hausse est moins élevée que celle offerte dans les ententes de 2001, alors qu'une croissance moyenne de 3 % était observée.
- ❑ Les taux de croissance consentis dans les conventions signées en 2002 sont généralement moins élevés que celles de 2001. Le secteur « entreprises publiques québécoises » est le seul qui présente un taux plus élevé en 2002 qu'en 2001.
- ❑ Près du quart des salariés couverts par des ententes signées en 2002 (24 %) reçoivent des augmentations de salaire égales ou supérieures à 1,5 %. Cette proportion est de 86,5 % lorsque les salariés de l'administration québécoise ne sont pas considérés dans le calcul. Le pourcentage observé en 2001 était plus élevé, soit 96,9 % pour les ententes nouvellement signées couvrant uniquement les salariés autres que ceux de l'administration québécoise.

PERSPECTIVES SIMILAIRES EN 2002 ET 2003

- ❑ Selon les perspectives salariales établies par l'Institut, les taux d'augmentation salariale moyens projetés pour l'ensemble des salariés québécois seraient de 2,3 % tant pour 2002 que pour 2003.
- ❑ Les salariés québécois syndiqués verraient leurs échelles salariales s'accroître de 2,5 % en 2002 et de 2,3 % en 2003.
- ❑ Parmi les salariés syndiqués, ceux du secteur des entreprises publiques québécoises bénéficieraient des hausses les plus élevées pour les deux années.
- ❑ Les salariés non syndiqués du secteur privé recevraient des augmentations moyennes à leur échelle salariale moins importantes que celles de leurs homologues syndiqués en 2002 et 2003.
- ❑ Compte tenu des prévisions d'inflation, l'ensemble des salariés québécois devraient connaître une perte de pouvoir d'achat en 2003.

Perspectives salariales pour 2002 et 2003¹
(en %)

	2002	2003
Ensemble des salariés	2,3	2,3
Syndiqués	2,5	2,3
Administration québécoise	2,5	2,0²
Autres salariés québécois	2,5	2,6
Privé	2,5	2,6
Municipal	2,6	..³
Entreprises publiques québécoises	2,8	3,1
Universitaire	2,4	..³
Fédéral	2,6	..³
Non-syndiqués (privé)	1,6 à 2,5	2,1 à 2,5

1. Les perspectives salariales représentent des taux nominaux de croissance.
2. Taux d'augmentation de base applicable le 1^{er} avril 2003.
3. Les données ne permettent pas d'établir une perspective salariale.

« L'Institut informe le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés régis par une convention collective du gouvernement, des commissions scolaires, des collèges et des établissements d'une part et de la rémunération globale des autres salariés québécois de toute catégorie qu'il détermine d'autre part.

Il publie, au plus tard le 30 novembre de chaque année, un rapport de ses constatations. »

Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q., c. I-13.011) adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 19 juin 1998.

Ce rapport présente les constats de l'ISQ sur la rémunération des salariés. La première partie compare les salaires, les avantages sociaux et la rémunération globale des employés de l'administration québécoise avec ceux de l'ensemble des autres salariés québécois. La comparaison est aussi effectuée avec différents secteurs du marché du travail : privé, « entreprises publiques », universitaire et fédéral. Le point est également fait sur l'évolution des écarts de rémunération. La deuxième partie présente les tendances salariales pour l'administration québécoise et les divers secteurs de l'économie. Elle étudie le pouvoir d'achat des travailleurs et analyse les contextes économique et du marché du travail dans lesquels évolue la rémunération. De plus, elle rend compte des prévisions économiques et donne les perspectives salariales de l'Institut pour 2002 et 2003.

Avec les informations diffusées dans le cadre de ce rapport, les décideurs du Québec sont assurés de pouvoir compter sur des données et analyses facilitant leur prise de décision en matière de rémunération.

L'édition 2002 du rapport Rémunération des salariés : état et évolution comparés est disponible aux Publications du Québec et à l'Institut de la statistique du Québec, au prix de 37,95 \$ plus taxe.

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
Quatrième trimestre 2002
ISBN 2-550-40098-4
ISBN 2-551-21662-1

© Gouvernement du Québec

Pour tout renseignement concernant le contenu du rapport, s'adresser à :

Direction du travail et de la rémunération
Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College
Bureau 400
Montréal (Québec)
H3B 4J8

Téléphone : (514) 876-4384
Télécopieur : (514) 876-1767
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

**Institut
de la statistique**

Québec

